

Le long chemin vers l'égalité

■ Le mouvement Changement pour l'égalité clôture sa semaine de réflexions autour de l'école.

Ce n'est pas très gai à entendre, mais nous devons pourtant l'admettre: nous, enseignants, contribuons sans toujours nous en rendre compte aux inégalités sociales qui brisent une société." Véronique Baudrenghien a la voix aussi calme que déterminée. Ingénieure civile de formation, aujourd'hui institutrice maternelle par conviction, elle milite au Cgé, le mouvement sociopédagogique Changement pour l'égalité.

Comme chaque année, ce dernier organise durant une semaine ses Rencontres pédagogiques à la Marlagne, un site lumineux construit par la Communauté française sur les hauteurs de Namur.

Véronique Baudrenghien est un pilier de ces Rencontres. Et son propos, à lui seul, pourrait synthétiser leur objet. "Le problème, c'est que l'école n'enseigne pas ce qu'elle demande à l'élève. Inconsciemment, nous les profs, avons comme modèle l'enfant de la classe moyenne qui a reçu les codes sociaux pour comprendre le fonctionnement de l'école." Or, poursuit-elle en substance, de nombreux enfants de milieux populaires ont appris d'autres codes qui ne leur permettent pas de se frayer un chemin dans l'enseignement. "Et c'est difficile, vous savez, de réaliser que l'enfant que vous avez devant vous ne vous comprend pas, tout simplement parce que vous parlez en quelque sorte une langue qui n'est pas la sienne."

Des rencontres inédites

Ce constat, le Cgé en a fait le socle de ses réflexions. L'école "est une institution qui provoque de la souffrance et des injustices", insiste-t-il sans pour autant baisser

les bras.

A la Marlagne d'ailleurs, Véronique Baudrenghien n'est pas la seule. Depuis ce mardi et jusque dimanche ils sont près de 200 profs à participer à des conférences, des ateliers, des débats formels et informels pour tracer l'horizon d'une école plus égalitaire. Le concept de ces rencontres est d'ailleurs par bien des aspects unique en Belgique. On y aborde la sociologie, l'anthropologie, la pédagogie, les neurosciences, mais également des pratiques très précises de mémorisation, d'improvisation ou d'écriture capables de soulever un tel défi. Et on travaille surtout avec ces familles "dominées" par l'institution scolaire, et involontairement "écartées" par elle. "Ce que l'on essaye de transmettre, expliquent les organisateurs, c'est que tout est politique: la posture du prof, le vocabulaire qu'il choisit. Tout a un impact. Il faut s'améliorer chaque jour pour adopter une manière d'enseigner qui accueille la diversité".

Le chemin est long. Le Cgé le déballe depuis 46 ans, assumant un discours marqué à gauche. Et si La Marlagne est sa résidence d'été, ce sont aussi dans les institutions et les lieux de pouvoir (dont le Pacte pour un enseignement d'excellence) qu'il fait inlassablement entendre sa voix.

BdO

"Nous, enseignants, contribuons sans nous en rendre compte aux inégalités sociales"

VÉRONIQUE BAUDRENGHIE

Institutrice, volontaire au Cgé (Changement pour l'égalité).

Et si on évaluait les élèves à la rentrée ?

Un exemple parmi d'autres des réflexions entamées cette semaine aux Rencontres pédagogiques, fut celle présentée mercredi soir par Marc Demeuse, professeur à l'Université de Mons. Son discours portait sur l'efficacité de l'encadrement différencié, une politique de subventionnement appliquée en Belgique francophone depuis plus de 30 ans.

Comment définir l'encadrement différencié ?

Il s'agit d'une politique d'éducation prioritaire qui vise à compenser les difficultés que certaines écoles peuvent rencontrer. On donne ainsi plus de moyens aux écoles qui concentrent davantage des élèves d'origine plus modeste, de manière à tenir compte des difficultés plus importantes que cela peut entraîner.

En quoi l'encadrement différencié ne serait-il pas convaincant en Belgique ?

On donne donc plus à certains, mais on ne s'intéresse pas, en Belgique, aux résultats que cela produit.

Pourquoi ?

Tout d'abord parce que nous nous inscrivons dans une culture où l'on ne publie pas les résultats des écoles. Ensuite, parce que nous savons que l'on ne pourra pas facilement améliorer le système, et que l'on préfère dès

lors ne pas trop mesurer les résultats qui risqueraient de prouver que l'on doit donner plus ou mieux.

Mais comment évaluer les résultats ? Et que faut-il évaluer ?

C'est une question difficile. On sait que l'école ne forme pas qu'à lire, écrire ou calculer. Il faudrait axer l'évaluation sur de nombreuses autres dimensions, y compris les attitudes civiques ou les capacités sportives par exemple. Mais, à partir du moment où nous aurons évalué les élèves à un moment donné de leur scolarité, il va falloir savoir à qui imputer ces résultats et les éventuelles faiblesses. A l'école ? Pour cela il faudrait évaluer également l'état des connaissances des élèves au début de leur scolarité. Cela peut sembler extravagant, mais c'est ce qui est pourtant réalisé pour les systèmes éducatifs de certains pays en développement à travers le programme Pasec.

Une idée souvent évoquée est celle de rassembler des élèves en fonction de leurs profils dans des classes homogènes.

Pragmatiquement ou techniquement, cela peut paraître intéressant. Mais que cela voudrait-il dire ? Que l'on ne sait pas vivre ensemble ? Je crois que c'est une idée dangereuse. C'est d'ailleurs un peu ce que l'on a fait avec l'enseignement spécialisé. Mais en faisant cela, on concentre les difficultés plutôt que gérer l'hétérogénéité. Aujourd'hui on revient sur une telle politique.

BdO